

Article 29 du Règlement

ne soyons ni meilleurs ni pires que l'Union Soviétique. Nous ne pouvons nous contenter de nous dire que parce que les Soviétiques et autres gouvernements, quelle que soit leur idéologie, se sont montrés hypocrites sur cette question, nous ne valons pas mieux. Chaque fois que nous laissons ce genre de raisonnement—et je ne dis pas que c'est celui qu'a tenu le député d'en face—nous pousser à l'inaction, chaque fois que nous le laissons nous enliser dans un débat général sur l'oppression ou sur la dictature partout dans le monde, nous nous en trouvons paralysés.

Je voudrais parler de ce qui se passe en Afrique du Sud aujourd'hui et depuis bien des années. Plus important, ce qui s'y passe depuis un an ou deux est devenu un symbole pour les opprimés du monde entier. Il ne s'agit pas seulement d'un symbole du caractère mauvais de l'apartheid ou du caractère inhumain de ce genre de régime. Ce qui se passe en Afrique du Sud est également devenu un symbole de l'inaction ou de la paralysie des sociétés qui préconisent diverses mesures tangibles et significatives pour lutter contre ce genre de régime.

Je suis de ces personnes qui se sentent concernées par ce qui se passe en Afrique du Sud. D'un côté, je me sens concerné lorsque j'entends dans ce Parlement, ou dans tout autre parlement du Commonwealth, exprimer la répulsion que chacun de nous devrait ressentir face à ce qui se passe en Afrique du Sud et, d'un autre côté et presque du même souffle, lorsque j'entends parler d'inquiétude pour la survie du Commonwealth. Je ne voudrais pas que l'histoire se souvienne qu'au nom du Commonwealth, en raison de l'attente d'une action concertée et par souci d'éviter à tout prix de créer des tensions au sein du Commonwealth, le Canada, parce qu'il est membre cette organisation, est resté figé dans l'inaction. Lorsque j'entends «Ne bousculons pas les choses et attendons pour agir de concert avec nos partenaires» ou «Ne nous pressons pas avant les consultations qui auront lieu dans un mois, pendant que le sang coule dans les rues d'Afrique du Sud», je réponds qu'un Commonwealth qui ne peut pas réagir à ce qui se passe aujourd'hui, en Afrique du Sud est un Commonwealth qui ne vaut pas la peine d'être sauvé. Je le dis et je le pense.

De nos salons, nous avons vu de nos propres yeux le sang répandu, les sanctions gouvernementales et le génocide délibéré en train de s'accomplir dans le quartier de Crossroads. Si, au nom de la solidarité du Commonwealth, nous ne pouvons pas réagir maintenant, utilement et efficacement, ce Commonwealth ne mérite pas d'être sauvé.

Ce n'est pas le Commonwealth qu'il faut s'occuper de sauver. Ce ne sont pas seulement les personnes qui descendent aujourd'hui dans la rue qu'il faut, en fin de compte, s'occuper de sauver. Si nous ne pouvons pas réagir devant ce monde en régression qui nous ramène des décennies en arrière, à l'époque de la nuit de cristal, alors que des groupes de personnes, en raison de leur religion ou de leur race, pouvaient être réunis, entassés dans des trains et transportés on ne sait où pour ne plus jamais revenir, alors nous devons nous demander si nous sommes en mesure de nous sauver nous-mêmes. C'est bien beau que tous ici ou dans n'importe quel autre Parlement, nous continuions de dénoncer, drapés dans nos bonnes intentions, d'abhorrer et d'exprimer toute la répulsion que nous ressentons, mais cela ne suffit pas.

L'Afrique du Sud est devenue le symbole non seulement du fléau de l'apartheid, mais aussi de l'impuissance de l'Occident et de ceux qui pratiquent la langue de bois. Si nous ne faisons rien de concret, nous entraînerons la perte de plus d'une génération d'hommes, de femmes et d'enfants en Afrique du Sud. Nous causerons aussi notre propre perte et nous nous laisserons entraîner de nouveau vers des événements de l'histoire que nous nous étions jurés de ne jamais revoir.

C'est ce qui s'est passé il y a 45 ou 50 ans. C'est ce qui s'est passé lorsqu'est apparu un régime politique déclarant que certains hommes étaient moins qu'humains. C'est ce qui s'est passé il y a 45 ou 50 ans lorsqu'est apparu un régime politique déclarant que certains êtres humains pouvaient être liquidés, anéantis. C'est ce qui s'est passé il y a une cinquantaine d'années quand un régime a décidé d'effacer systématiquement un pseudo-problème inhérent la définition d'une race humaine en exterminant cette race.

C'est ce qui se passe aujourd'hui en Afrique du Sud. Nous voyons aujourd'hui à la télévision des Noirs se battre contre des Noirs, s'entretuer dans les rues, dans les *townships*, et dans les bidonvilles comme Crossroads. Nous y voyons le déchaînement de la force brutale et métallique d'un véhicule de police, la distribution d'armes, la provocation et l'encouragement du massacre. En voyant cela, c'est la nuit de cristal des rues d'Allemagne il y a 45 ans que nous revoyons.

Le Canada a 1.1 milliard d'investissements en Afrique du Sud qui exporte des quantités importantes de produits agricoles vers le Canada. En exigeant aujourd'hui que le Canada prenne l'initiative de sanctions économiques absolues, l'évêque Tutu, le groupe de citoyens blancs d'Afrique du Sud qui se tiennent aujourd'hui aux côtés de leurs frères et de leurs soeurs noirs, et moi-même, ne souhaitons pas la destruction éternelle de l'économie de l'Afrique du Sud. Nous soutenons toutefois qu'il faut retirer les moyens de production, dans toute la mesure de nos moyens, à ceux qui détiennent le pouvoir dans ce pays jusqu'à ce que ces moyens de production puissent être mis à la disposition de tous ceux qui vivent en Afrique du Sud, noirs et blancs.

• (1700)

Il doit y avoir, non seulement en Afrique du Sud, mais dans l'ensemble du continent africain, toute une génération de jeunes qui attendent de voir comment l'Occident va réagir. Ils ont sans doute tendance à considérer ces événements comme un affrontement entre noirs et blancs. Sans doute sont-ils tentés de croire que notre réaction mitigée, notre inaction sont attribuables à la solidarité des blancs, qui nous empêche d'intervenir parce que les opprimés sont des noirs. Rien ne saurait être plus loin de la vérité, monsieur le Président.

Le problème en Afrique du Sud n'est pas l'affrontement entre noirs et blancs. Cela n'a rien à voir avec la couleur de la peau. Nous nous trouvons devant une idéologie, un système absolument odieux, indigne d'une société moderne et civilisée. Si nous n'agissons pas immédiatement de façon énergique, tangible et mesurable, toute une génération de jeunes noirs, non seulement en Afrique du Sud, mais dans tout le continent africain, croiront, même si c'est faux, que notre inertie, notre incapacité à prendre des mesures tangibles, est attribuable à une raison bien simple.